

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique économique de l'Union européenne, à Berlin le 1er juin 2015.

LE PRESIDENT : Je remercie une fois encore Angela de m'inviter à Berlin et j'y suis maintenant très régulièrement avant de me joindre également aux travaux du G7 à la fin de la semaine, également en Allemagne. C'est la troisième fois que nous nous réunissons, l'Allemagne, la France, la Commission européenne aujourd'hui Jean-Claude JUNKER avec les principales entreprises européennes. Je sais que beaucoup auraient souhaité également être présentes et c'est dire si ce rendez-vous a pris une forme et une ampleur particulièrement attendues.

Aujourd'hui, nous allons nous mobiliser autour de deux grands enjeux : l'enjeu énergétique dans le cadre notamment de la conférence sur le climat, comment les entreprises européennes peuvent se préparer à affronter ce qui va être une nouvelle donne déjà, elles l'ont anticipé, à la fois pour leurs décisions d'investissements, pour leurs décisions également de formations, notamment pour des nouveaux métiers.

Le second enjeu, c'est celui du numérique. C'est une belle ambition qui peut être portée par l'Europe. L'Europe peut être exemplaire à la fois en matière d'adaptation, de transition énergétique mais également de transition numérique. Il y a des conditions pour y parvenir : la première, c'est d'avoir un marché unique du digital, de faire en sorte que nos réglementations nationales puissent être harmonisées et qu'il puisse y avoir pour les entreprises comme pour les particuliers, une commune ambition et un marché unique.

Il y a également des décisions à prendre au niveau des Etats, que ce soit pour la fiscalité, que ce soit pour la formation, que ce soit pour la mobilisation des financements et il y a des choix à faire au niveau européen et le plan JUNKER peut être une de ces manifestations. Je rappelle que vient d'être adopté et c'est un point très important un agenda numérique qui peut être porté par l'Europe. Il y a aussi une ambition numérique. En tout cas, la France et l'Allemagne ont voulu aussi avoir leur propre agenda numérique et nous allons travailler la Chancellerie et moi-même, pour mettre en valeur ce que nous pouvons faire dans chacun de nos pays.

Il y a, je l'ai dit, la formation et je veux que chaque fois que nous nous réunissons, nous puissions parler de l'emploi des jeunes, de leurs qualifications parce que si nous voulons réduire le chômage, si nous voulons augmenter les potentialités de croissance, nous devons faire un effort considérable en matière de formation et de qualification, notamment par rapport aux métiers du numérique.

Nous avons aussi à assurer une protection des libertés et cela fait partie également de ce que les entreprises comme les Etats doivent considérer. Enfin, nous devons laisser une large place à l'innovation et notamment aux start-up beaucoup de jeunes mais aussi de moins jeunes. En tout cas, de jeunes entreprises se lancent dans les métiers du numérique comme dans les métiers de l'énergie et nous devons assurer leur développement et là aussi mobiliser des financements aussi bien privés que publics.

Je terminerai sur le seul enjeu que nous devons avoir, c'est de porter une exigence de croissance à moyen et long terme, de manière à ce que l'Europe soit regardée comme une zone qui traite les problèmes qu'elle peut rencontrer, il y en a, mais qui est capable de se projeter dans l'avenir et de faire que la lutte contre le chômage soit l'objectif de toutes les décisions que nous avons à prendre.